Déclaration liminaire du CSA de rentrée du 20 novembre 2026

Madame la directrice académique, mesdames et messieurs membres du CSA-SD,

Au lendemain d'une rentrée scolaire chaotique, la colère est toujours palpable dans les écoles, les établissements et les services de l'Éducation nationale.

Les personnels enseignants et non enseignants ont tout d'abord commencé l'année scolaire, privés d'accès à leurs outils professionnels pendant plusieurs semaines. Si les hackers sont responsables de l'attaque, cela ne dispense en rien l'État et le gouvernement de leurs responsabilités.

Oui, depuis des années, les gouvernements successifs imposent suppressions de postes, réductions de moyens et réorganisations permanentes à l'Éducation nationale.

Cette rentrée était à nouveau placée sous le signe de l'austérité budgétaire. Les 4 000 suppressions de postes décidées par le gouvernement, qui s'ajoutent à celles actées lors des rentrées précédentes sont bien réelles : suppression de dizaines de milliers de classes dans les écoles et les établissements, des réorganisations de services, des élèves sans AESH ou sans place dans les établissements médico-sociaux…

Le gouvernement a également été incapable de protéger personnels et élèves soumis à des conditions insupportables en fin d'année scolaire lors des vagues de canicules et n'a absolument rien mis en place pour se préparer aux prochaines ! C'est ce même gouvernement qui est responsable du lourd tribut payé par la population et les pompiers suite aux incendies ayant frappé le pays cet été.

Mais il a d'autres priorités, en témoignent les 36 milliards d'euros supplémentaires attribués au budget militaire au printemps dernier ! Ce CSA départemental se tient d'ailleurs à nouveau alors que le Sénat examine le Projet de Loi de Finance 2027 en ce moment et que celui-ci a été rejeté à l'unanimité par les députés.
La priorité est ailleurs donc, en témoignent aussi les mesures réactionnaires visant à mettre au pas la jeunesse avec les classes défenses et autres cérémonies pour lui bourrer le crâne avec une mémoire officielle gonflée de récits guerriers.

Ce CSA de rentrée se tenant en novembre, de l'eau a coulé sous les ponts depuis le 2 septembre et un mouvement social massif, initié par la jeunesse, épuisée elle aussi, s'est mis en place.
Mais là aussi, l'Etat a échoué et les annonces faites par un gouvernement en sursis, sont encore insuffisantes au regard des revendications lycéennes et syndicales.
Pire encore, le Premier ministre, a annoncé vouloir poursuivre les « complices » de violences dans les lycées « y-compris parmi les personnels de l'Éducation nationale » ; les ministres de l'Intérieur et de l'Éducation nationale, ont adressé aux préfets, recteurs, une circulaire sur la « sécurisation des établissements scolaires » réduisant les mobilisations lycéennes à des « violences urbaines », et incitant à faire la chasse aux élèves participants aux blocages d'établissements, ainsi qu'aux personnels pouvant faire l'objet de procédures disciplinaires.

Le 16 novembre, alors que le ministre Geffray était en déplacement à Nantes pour la réouverture du lycée Nelson Mandela en partie incendié le 1er octobre, les forces de l'ordre en tenue anti-émeute ont été déployées dans le hall de l'établissement pour disperser le rassemblement de plusieurs centaines de lycéens.

Ces faits surviennent dans un contexte où, depuis plusieurs semaines, les sanctions et les menaces contre les lycéens et les personnels se multiplient. Cette dérive liberticide accélérée est la conséquence du refus obstiné de l'exécutif de répondre concrètement aux revendications des jeunes, des personnels qui sont mobilisés depuis fin septembre, et qui manifestent toutes les semaines, par centaines de milliers, avec l'ensemble des travailleurs du public et du privé. En agissant de cette manière, en cherchant à opposer les personnels aux élèves, et les personnels entre eux, le gouvernement prend l'entière responsabilité de la montée des tensions et du chaos dans les établissements et plus largement dans le pays.

Cette escalade autoritaire met en danger les élèves, les personnels et tous ceux qui se mobilisent pour leurs revendications. Elle doit cesser !

Dans le premier degré en Vendée, la rentrée a laissé paraître une nouvelle baisse des effectifs. Cela laisserait donc supposer de meilleures conditions de travail pour les personnels, avec moins d'élèves dans les classes et une attention plus soutenue pour ceux présents: encore une fois, il n'en est rien !
Le ressenti des collègues et les fiches RSST témoignent à nouveau d'un mal-être des collègues, d'une pression de la part des usagers de l'école, de la hiérarchie, d'une demande de faire toujours plus avec encore moins de moyens !

Les personnels des RASED réclament depuis des années le recrutement de personnels, de psy-EN et pourtant en Vendée, 3 psy-EN manquent à l'appel pour compléter des RASED déjà fragilisés avec des bassins d'intervention dont les effectifs atteignent les sommets : pour la circonscription de Littoral Centre par exemple, ce sont près de 1650 élèves par RASED, alors que cette circonscription a été élargie de 4 nouvelles écoles publiques.

Le SNUDI-FO réclame un bassin d'intervention de 800 élèves par RASED et un rétablissement des postes perdus depuis 2007 !

Et alors que FO se félicite du recrutement des 10 listes complémentaires au CRPE de Nantes, les remontées des stagiaires se font déjà sentir : parachutage rapide dans les classes, sentiment d'un manque d'accompagnement, et une réalité du terrain qui n'était pas celle envisagée…

Encore une fois, l'inclusion systématique et forcée a continué de montrer ses limites : au niveau national, 30 000 élèves, soit 6 000 de plus qu'il y a 2 ans, sont en attente de places dans des établissements médico-sociaux et 50 000 restent sans accompagnement bien que notifiés. Dans le même temps, les projets d'externalisation de ces mêmes structures continuent de faire leur chemin et la généralisation des PAS malgré le rejet par les députés n'arrange rien.
Violences physiques ou psychologiques, AESH manquant, épuisement des professionnels, manque de place en ESMS, ULIS incomplets, élèves notifiés ne bénéficiant de l'accompagnement qu'ils méritent…

Ce sont les élèves, les familles et les collègues les premiers touchés par cette politique.

Et que dire de ce mouvement toujours plus injuste, où l'ancienneté ne joue plus de rôle, où des collègues sont bloqués dans leurs établissements de peur de bouleverser un équilibre familial et personnel, comme l'ont vécu certains TD ce 17 juillet, alors qu'ils apprenaient une affectation en dehors de leur circonscription et que les services prenaient, eux aussi, leurs congés bien mérités : pas de répit pour les enseignants, même pendant les congés, les angoisses liées à la profession continuent !
Ou encore ces collègues qui ont appris le 2 novembre leur promotion (ou non) à la classe supérieure, pourtant attendue le 13 juillet, soit avant le piratage informatique.
La FNEC-FP FO exige le versement rétroactif de cette promotion sur leur salaire depuis septembre, avant la fin de l'année 2026 pour ne pas avoir en plus à subir une injustice fiscale !

Les personnels de l'éducation nationale vont mal, et le gouvernement ne prend pas beaucoup d'engagements, puisque, dans six mois, il ne sera plus là… Une réforme de Parcoursup en 2028 ? Les lycéens de Terminale apprécieront…

Le chaos que vivent les personnels et les élèves dans les établissements a assez duré. Élèves et personnels ne cessent de faire remonter les revendications légitimes depuis trop longtemps. Il faut y répondre maintenant !

- **Nous voulons des postes à hauteur des besoins dans ce budget !**
- **La rénovation du bâti scolaire dans ce budget ! Et pas en 2028 ou 2030 !**
- **Une loi pour abroger Parcoursup et la réforme Blanquer du lycée dès cette année !**
- **L'augmentation du point d'indice : +10% tout de suite !**
- **Un statut pour les AESH avec un vrai salaire !**
- **l'arrêt de la répression, pas touche à nos élèves !**